

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 2491

[C — 2003/03290]

**12 MAI 2003. — Arrêté royal modifiant, en matière de réduction d'impôt pour des dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes, l'AR/CIR 92**

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour but de déterminer la nature des prestations visées à l'article 145<sup>25</sup>, alinéa 2, 4° (lire alinéa 3, 4°) du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), inséré par l'article 110, A, de la loi-programme du 8 avril 2003, et les modalités d'application de la réduction d'impôt.

L'article 145<sup>25</sup>, CIR 92 contient une mesure relative aux dépenses faites en vue de la rénovation, avec ou sans emprunt hypothécaire, d'une habitation sise dans une zone d'action positive des grandes villes.

Cet incitant consiste en ce que le contribuable qui a fait exécuter un ou plusieurs travaux de rénovation à son habitation bénéficiera d'une réduction d'impôt.

Les prestations visées à l'article 145<sup>25</sup>, alinéa 3, 4°, CIR 92, sont celles visées à la rubrique XXXI du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Il est fait référence à la législation en vigueur en matière de T.V.A., par similitude avec la disposition reprise à l'article 62 de l'AR/CIR 92, en ce qui concerne la déduction complémentaire d'intérêts pour les emprunts hypothécaires contractés en vue de la rénovation d'une habitation (articles 104, 9° et 115, CIR 92).

En l'occurrence, il n'a pas été donné suite à l'avis du Conseil d'Etat qui estimait ne pas devoir reprendre certains travaux figurant dans ladite rubrique.

En effet, il n'est pas apparu opportun de donner des portées différentes à la notion de « rénovation d'une habitation ».

En outre, le texte est moins restrictif que celui suggéré par le Conseil d'Etat mais respecte mieux l'objectif du Gouvernement qui est d'améliorer le cadre de vie et l'habitat dans les zones urbaines défavorisées.

Par ailleurs, l'arrêté prévoyait que les prestations relatives à des travaux de rénovation doivent être effectuées par une personne qui, au moment de la conclusion du contrat d'entreprise, est enregistrée comme entrepreneur conformément à l'article 401, CIR 92.

Le Conseil d'Etat estime que cette précision doit être supprimée puisqu'elle reproduit la règle énoncée à l'article 145<sup>25</sup>, alinéa 3, 4°, CIR 92. Sur cet aspect, on s'est conformé à l'avis du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les modalités d'application, l'arrêté stipule que la facture délivrée par l'entrepreneur enregistré doit :

— préciser l'habitation où sont exécutés les travaux;

— confirmer, sur la base d'une attestation établie par le client, que l'habitation est, au moment du début des travaux, occupée depuis au moins 15 ans;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 2491

[C — 2003/03290]

**12 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake de belastingvermindering voor uitgaven voor vernieuwing van woningen gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid**

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Zijne Majesteit voor te leggen heeft tot doel de aard van de dienstverrichtingen bedoeld in artikel 145<sup>25</sup>, tweede lid, 4°, (lees derde lid, 4°) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), ingevoegd door artikel 110, A, van de programmawet van 8 april 2003 en de toepassingsmodaliteiten van de vermindering vast te leggen.

Artikel 145<sup>25</sup>, WIB 92 bevat een maatregel betreffende uitgaven die zijn gedaan voor de vernieuwing, met of zonder hypothecaire lening, van een woning gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid.

De incitant bestaat erin dat de belastingplichtige die in zijn woning één of meerdere renovatiewerken heeft laten uitvoeren, een belastingvermindering zal verkrijgen.

De in artikel 145<sup>25</sup>, derde lid, 4°, WIB 92 bedoelde dienstverrichtingen zijn deze vermeld in rubriek XXXI van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde (BTW) en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

Er wordt verwezen naar de wetgeving inzake BTW naar analogie met de bepaling opgenomen in artikel 62 van het KB/WIB 92 betreffende de aanvullende aftrek van interesten van hypothecaire leningen die zijn aangegaan om een woning te vernieuwen (artikelen 104, 9° en 115, WIB 92).

In dit geval wordt geen gevolg gegeven aan het advies van de Raad van State die meende dat bepaalde in die rubriek voorkomende werken niet mochten worden weerhouden.

Het lijkt inderdaad niet opportuun om aan het begrip « vernieuwing van een woning » verschillende draagwijdtes te geven.

Bovendien is de tekst minder beperkend dan de door de Raad van State voorgestelde tekst, maar respecteert hij beter de doelstelling van de regering, zijnde de verbetering van het leef- en woonklimaat in de achtergestelde stadswijken.

Verder bepaalde het besluit dat de dienstverrichtingen betreffende de vernieuwingswerken moeten worden verricht door een persoon die op het ogenblik van het sluiten van het aannemingscontract als aannemer geregistreerd is overeenkomstig artikel 401, WIB 92.

De Raad van State meent dat die verduidelijking moet worden geschrapt omdat ze de regel herneemt die is opgenomen in artikel 145<sup>25</sup>, derde lid, 4°, WIB 92. Op dat punt wordt het advies van de Raad van State gevolgd.

Wat de toepassingsmodaliteiten betreft, bepaalt het besluit dat de door de geregistreerde aannemer uitgereikte factuur :

— de woning moet vermelden waar de werken zijn uitgevoerd;

— op basis van een door de klant opgesteld attest moet bevestigen dat de woning op het ogenblik van de aanvang van de werken sedert ten minste 15 jaar in gebruik is genomen;

— comporter la mention « Exécution de travaux visés à l'article 63<sup>12</sup>, AR/CIR 92 », attestant par là que les travaux exécutés tombent dans le champ d'application de la présente disposition;

— établir, s'il y a lieu, la ventilation du coût des travaux en fonction de leur nature, entre ceux visés par la présente disposition et les autres travaux.

En outre, le contribuable qui sollicite la réduction d'impôt doit joindre à sa déclaration ladite facture et la preuve du paiement de celle-ci.

L'arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2004.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
Le très respectueux, et très fidèle serviteur,  
Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

AVIS 35.310/4  
DE LA SECTION DE LEGISLATION  
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant, en matière de réduction d'impôt pour des dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes, l'AR/CIR 92 », a donné le 14 avril 2003 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Suivant l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

« L'urgence est motivée par le fait :

— que l'article 145<sup>25</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été inséré par la loi-programme du ... 2003, trouve à s'appliquer à partir de l'exercice d'imposition 2004 pour la réduction d'impôt relative aux dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes;

— que le présent arrêté royal a pour but de déterminer la nature des prestations et de régler les modalités d'application de la réduction;

— que cet arrêté doit être porté le plus rapidement possible à la connaissance des contribuables;

— qu'il doit dès lors être pris d'urgence. »

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

1. Le projet d'arrêté trouve son fondement dans l'article 145<sup>25</sup>, alinéa 8, du CIR 1992, inséré par l'article 110, A), de la loi-programme du (...) avril 2003 (1). Cette disposition charge le Roi de déterminer « la nature des prestations visées à l'alinéa 2, 4<sup>o</sup> (lire alinéa 3, 4<sup>o</sup>) et les modalités d'application de la réduction (d'impôt) ».

— de la mention « Uitvoering van werken die zijn bedoeld in artikel 63<sup>12</sup>, KB/WIB 92 » moet bevatten, waarmee wordt bevestigd dat de uitgevoerde werken binnen de toepassing van deze bepaling vallen;

— in voorkomend geval de verdeling van de kosten van de werken volgens hun aard opgeeft tussen deze bedoeld in onderhavige bepaling en de andere werken.

Bovendien moet de belastingplichtige die de belastingvermindering vraagt, bij zijn aangifte die factuur en het betalingsbewijs ervan voegen.

Het besluit is vanaf aanslagjaar 2004 van toepassing.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

ADVIES 35.310/4  
VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 april 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake de belastingvermindering voor uitgaven voor vernieuwing van woningen gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid », heeft op 14 april 2003 het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen te worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt deze motivering, zoals ze in de brief met de adviesaanvraag opgenomen is, aldus :

« L'urgence est motivée par le fait :

— que l'article 145<sup>25</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été inséré par la loi-programme du ... 2003, trouve à s'appliquer à partir de l'exercice d'imposition 2004 pour la réduction d'impôt relative aux dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes;

— que le présent arrêté royal a pour but de déterminer la nature des prestations et de régler les modalités d'application de la réduction;

— que cet arrêté doit être porté le plus rapidement possible à la connaissance des contribuables;

— qu'il doit dès lors être pris d'urgence. »

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling en van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Het ontwerp van besluit vindt zijn rechtsgrond in artikel 145<sup>25</sup>, achtste lid, van het WIB 92, ingevoegd bij artikel 110, A), van de programmawet van (...) april 2003 (1). Deze bepaling machtigt de Koning « de aard van de in het tweede lid, 4<sup>o</sup> (lees : derde lid, 4<sup>o</sup>), bedoelde dienstverrichtingen en de toepassingsmodaliteiten van de (belasting)vermindering te bepalen.

Il résulte de l'article 145<sup>25</sup>, alinéa 3, 4°, du CIR 1992, lu conjointement avec l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article, que les prestations visées à l'alinéa 3, 4°, sont les prestations relatives à des travaux de rénovation qui sont effectuées par une personne qui, au moment de la conclusion du contrat d'entreprise, est enregistrée comme entrepreneur conformément à l'article 401 du CIR 1992.

Or, comme l'inspecteur des Finances l'observe dans son avis du 1<sup>er</sup> avril 2003, l'article 63<sup>12</sup>, en projet, prend en considération l'ensemble des prestations visées à la rubrique XXXI du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux et permet ainsi que la réduction d'impôt s'applique à des prestations telles que des travaux de réparation et d'entretien qui n'entrent pas dans la catégorie des travaux de rénovation.

Le texte de l'article 63<sup>12</sup>, en projet, sera adapté en conséquence pour exclure expressément les prestations qui n'entrent pas dans la catégorie des travaux de rénovation.

2. L'article 63<sup>12</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, reproduit la règle énoncée à l'article 145<sup>25</sup>, alinéa 3, 4°, du CIR 1992. Ce procédé doit être évité car il donne l'apparence que l'auteur du projet serait compétent pour modifier la règle législative énoncée dans le CIR 1992, alors qu'il ne l'est pas.

L'alinéa 2 sera dès lors omis.

La chambre était composée de

Mme M.-L. Willot-Thomas, président de chambre.

MM. :

P. Vandernoot, J. Jaumotte, conseillers d'Etat.

Mme C. Gigot, greffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

C. Gigot. M.-L.

Le président.

Willot-Thomas.

Notes

(1) Ce projet de loi a été voté par la Chambre (Doc. parl., Chambre, session 2002/2003, n° 50-2343), évoqué par le Sénat (Doc. parl., Sénat, session 2002/2003, n° 2-1566) et retransmis à la Chambre pour sanction royale le 3 avril 2003.

**12 MAI 2003. — Arrêté royal modifiant, en matière de réduction d'impôt pour des dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes, l'AR/CIR 92 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 145<sup>25</sup>, inséré par la loi-programme du 8 avril 2003;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait :

— que l'article 145<sup>25</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été inséré par la loi-programme du 8 avril 2003, trouve à s'appliquer à partir de l'exercice d'imposition 2004 pour la réduction d'impôt relative aux dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes;

— que le présent arrêté royal a pour but de déterminer la nature des prestations et de régler les modalités d'application de la réduction;

— que cet arrêté doit être porté le plus rapidement possible à la connaissance des contribuables;

— qu'il doit dès lors être pris d'urgence;

Uit artikel 145<sup>25</sup>, derde lid, 4°, van het WIB 92, gelezen in samenhang met het eerste lid van dat artikel, volgt dat de in het derde lid, 4°, bedoelde dienstverrichtingen die zijn welke betrekking hebben op de werken voor de vernieuwing van een woning en worden uitgevoerd door een persoon die op het ogenblik van het sluiten van het aannemingscontract als aannemer is geregistreerd overeenkomstig artikel 401 van het WIB 92.

Zoals de Inspecteur van Financiën evenwel in zijn advies van 1 april 2003 opmerkt, worden in het ontworpen artikel 63<sup>12</sup> alle dienstverrichtingen in aanmerking genomen die worden vermeld in rubriek XXXI van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, zodat de belastingvermindering van toepassing kan zijn op dienstverrichtingen zoals herstellings- en onderhoudswerken die niet vallen binnen de categorie van de vernieuwingswerken.

De tekst van het ontworpen artikel 63<sup>12</sup> moet dienovereenkomstig worden aangepast om uitdrukkelijk de dienstverrichtingen uit te sluiten die niet vallen binnen de categorie van de vernieuwingswerken.

Het ontworpen artikel 63<sup>12</sup>, § 1, tweede lid, neemt de bepaling over die vervat is in artikel 145<sup>25</sup>, derde lid, 4°, van het WIB 92. Deze werkwijze dient te worden vermeden omdat aldus de indruk gewekt wordt dat de steller van het ontwerp bevoegd zou zijn om de in het WIB 92 vervatte wetsbepaling te wijzigen, terwijl hij dat niet is.

Het tweede lid dient derhalve te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

Mevr. M.-L. Willot-Thomas, kamervoorzitter.

De heren.

P. Vandernoot, J. Jaumotte, staatsraden.

Mevr. C. Gigot, griffier.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

C. Gigot. M.-L.

De voorzitter.

Willot-Thomas.

Nota's

(1) Dit wetsontwerp is door de Kamer goedgekeurd (Gedr. Stuk. Kamer, zitting 2002-2003, nr. 50-2343) is geëvoceerd door de Senaat (Gedr. Stuk. Senaat, zitting 2002-2003, nr. 2-1566) en naar de Kamer teruggezonden voor bekrachtiging door de Koning op 3 april 2003.

**12 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake de belastingvermindering voor uitgaven voor vernieuwing van woningen gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 145<sup>25</sup>, ingevoegd door de programmawet van 8 april 2003;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 april 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

— artikel 145<sup>25</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zoals het is ingevoegd door de programmawet van 8 april 2003, vanaf aanslagjaar 2004 van toepassing is op de belastingvermindering voor uitgaven voor vernieuwing van woningen gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid;

— dit koninklijk besluit tot doel heeft de aard van de dienstverrichtingen vast te leggen en de toepassingsmodaliteiten van de vermindering;

— dit besluit zo snel mogelijk ter kennis moet worden gebracht van de belastingplichtigen;

— het derhalve bij hoogdringendheid moet worden getroffen;

Vu l'avis n° 35.310/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre Ier de l'AR/CIR 92, il est inséré une section XXVocties, rédigée comme suit :

« Section XXVocties — Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes (Code des impôts sur les revenus 1992, article 145<sup>25</sup>)

Art. 63<sup>12</sup>. § 1<sup>er</sup>. Les prestations qui sont à l'origine des dépenses visées à l'article 145<sup>25</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992 sont celles visées à la rubrique XXXI du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

L'entrepreneur enregistré qui effectue les travaux doit délivrer une facture qui :

a) précise l'habitation où sont exécutés les travaux;

b) confirme, sur la base d'une attestation formelle et précise du client, que l'habitation est, au moment du début des travaux, occupée depuis au moins 15 ans;

c) confirme que les travaux exécutés tombent dans le champ d'application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> par la mention de la formule « Exécution de travaux visés à l'article 63<sup>12</sup>, AR/CIR 92 » et qui établit, s'il y a lieu, la ventilation du coût des travaux en fonction de leur nature, entre ceux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et les autres travaux.

§ 2. Le contribuable qui sollicite le bénéfice des dispositions de l'article 145<sup>25</sup> du Code précité, doit joindre à sa déclaration aux impôts sur les revenus de la période imposable concernée l'original ou une photocopie certifiée conforme par lui :

— des factures relatives aux prestations qui sont à l'origine des dépenses visées à l'article 145<sup>25</sup> du même Code;

— de la preuve du paiement des sommes figurant sur ces factures. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

**Art. 3.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Notes

(1) Références au *Moniteur belge*

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi-programme du 8 avril 2003, *Moniteur belge* du 17 avril 2003 - première édition.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

AR/CIR 92 — Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Gelet op het advies nr. 35.310/4 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In hoofdstuk I van het KB/WIB 92 wordt een afdeling XXVocties ingevoegd die luidt als volgt :

« Afdeling XXVocties — Vermindering voor uitgaven voor vernieuwing van woningen gelegen in een zone voor positief grootstedelijk beleid (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 145<sup>25</sup>)

Art. 63<sup>12</sup>. § 1. De dienstverrichtingen die aan de basis liggen van de in artikel 145<sup>25</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde uitgaven zijn deze vermeld in rubriek XXXI van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

De geregistreerde aannemer die de werken uitvoert, moet een factuur uitreiken die :

a) melding maakt van de woning waar de werken worden uitgevoerd;

b) op basis van een duidelijk en nauwkeurig attest van de afnemer, bevestigt dat de woning op het ogenblik van de aanvang van de werken sedert ten minste 15 jaar in gebruik is genomen;

c) bevestigt dat de uitgevoerde werken binnen de toepassings sfeer van § 1, eerste lid vallen door de vermelding van de formule « Uitvoering van werken die zijn bedoeld in artikel 63<sup>12</sup>, KB/WIB 92 » en die, desnoods, de verdeling van de kosten van de werken volgens hun aard opgeeft tussen deze bedoeld in § 1, eerste lid en de andere werken.

§ 2. De belastingplichtige die het voordeel vermeld in artikel 145<sup>25</sup> van het genoemde Wetboek aanvraagt, moet bij zijn aangifte in de inkomstenbelastingen van het betrokken belastbare tijdperk het origineel of een door hem eensluidend verklaarde fotokopie toevoegen van :

— de facturen betreffende de dienstverrichtingen die aan de basis liggen van de uitgaven die zijn vermeld in artikel 145<sup>25</sup>, van hetzelfde Wetboek;

— het betalingsbewijs van de bedragen die voorkomen op die facturen. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking vanaf aanslagjaar 2004.

**Art. 3.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Programmawet van 8 april 2003, *Belgisch Staatsblad* van 17 april 2003 - eerste editie.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

KB/WIB 92 — Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.